

# Les avertissements très fermes de Mariano Rajoy à la Catalogne

ESPAGNE Le chef du gouvernement conservateur est prêt à étudier « toutes les options » pour maintenir l'unité du pays

► Dans un entretien au journal espagnol « El País », le Premier ministre, critiqué pour sa gestion de la crise catalane, assure qu'il n'écarte pas la suspension de l'autonomie de la région.

► Mariano Rajoy prévient aussi qu'il ne négociera pas avec les autorités de Barcelone si elles ne font pas marche arrière sur la déclaration d'indépendance.

## ECLAIRAGE

### MADRID

DE NOTRE CORRESPONDANT

L'idéal serait de ne pas avoir à prendre des décisions drastiques, mais pour cela certains doivent modifier leurs positions. » Dans un long entretien publié ce dimanche par le quotidien *El País*, - au moment même où, dans les rues de Barcelone, plusieurs centaines de milliers de manifestants défilaient pour l'unité du pays -, Mariano Rajoy avertit les autorités catalanes qu'il prendra toutes les mesures nécessaires pour empêcher une déclaration unilatérale d'indépendance. « Je n'écarte aucune option parmi celles que nous offre la loi », a notamment expliqué le Premier ministre conservateur, interrogé sur la possibilité d'appliquer l'article 155 de la Constitution espagnole, qui permet - à travers un vote au Sénat où le Parti Populaire de Rajoy dispose de la majorité absolue - une suspension de l'autonomie de la région.

Alors que les appels au dialogue et à la négociation entre Madrid et Barcelone se sont multipliés en Espagne et dans l'ensemble de l'Europe la semaine dernière, Mariano Rajoy a rejeté cette possibilité : « On ne peut pas négocier avec quelqu'un qui ne respecte pas les lois. » « L'unité de l'Espagne ne se négocie pas » a aussi souligné le chef de l'Exécutif espagnol, qui considère qu'une médiation n'est pas nécessaire dans le contexte actuel : « Nous n'avons pas besoin de médiateurs. Ce dont nous avons besoin, c'est que ceux qui ne respectent pas la loi et qui se sont placés au-dessus des lois rectifient leur position. »

**Alors que les appels au dialogue et à la négociation se multiplient, Mariano Rajoy écarte cette possibilité**

L'entretien publié par *El País* est le premier réalisé par le Premier ministre conservateur depuis le référendum d'autodétermination du dimanche 1<sup>er</sup> octobre en Catalogne qui avait été suspendu par la justice espagnole mais que le gouvernement régional séparatiste a malgré tout organisé.

Rajoy, à qui certains reprochent en Espagne sa passivité dans la gestion de la crise, a également été critiqué pour les violences policières qui ont émaillé la journée électorale et fait plusieurs centaines de blessés. S'il a reconnu que « des erreurs ont pu être commises », le chef de l'Exécutif espagnol s'est défendu en pointant du doigt les dirigeants indépendantistes, « seuls responsables » de la plus grande crise que traverse l'Espagne depuis le retour de la démocratie à la fin des années 70 : « Ce n'est pas moi qui ait rompu la légalité, violé les lois et essayé de liquider la Constitution espagnole et le statut d'autonomie de la Catalogne » a souligné le chef du gouvernement espagnol, qui considère que l'Exécutif catalan dirigé par Carles Puigdemont a présenté aux citoyens « un projet qui repose sur des mensonges. »

Le Parlement de Catalogne, où les indépendantistes ont la majorité absolue, a prévu de se réunir ce mardi. Cette session plénière pourrait servir à la déclaration unilatérale d'indépendance sur la base des résultats

du référendum - le « oui » s'est imposé à plus de 90 % - malgré les nombreuses irrégularités qui ont eu lieu lors de la journée électorale il y a huit jours.

**Le Premier ministre demande également un soutien maximal aux autres responsables politiques**

La forme de cette déclaration - immédiate ou échelonnée, avec un délai de négociation avec le gouvernement central - reste une inconnue mais « cela n'a absolument aucune importance » pour Mariano Rajoy qui demande le retrait « le plus rapidement possible de la menace de déclaration d'indépendance. »

Le Premier ministre espagnol a aussi envoyé un message aux autres responsables politiques espagnols : « Il est nécessaire et obligatoire que le gouvernement ait le plus de soutiens possible » a-t-il assuré, tout en reconnaissant que les conservateurs, les socialistes et les centristes de Ciudadanos sont d'accord « sur l'essentiel » : « la défense de l'unité de l'Espagne, la défense de la souveraineté nationale et des valeurs de notre Constitution. »

Mariano Rajoy s'est par ailleurs félicité du soutien des principaux dirigeants de l'Union européenne dans ce qu'il a qualifié de « bataille de l'Europe » : « Ici, nous faisons face à un national-populisme qui va à l'encontre des valeurs européennes, de l'Etat de droit et du respect de la loi » a expliqué Rajoy, qui a appelé tous les Européens à « gagner cette bataille. » ■

Propos recueillis par  
GUILLAUME BONTOUX

## LES EXTRAITS

**Dans son interview donné au journal El País et publié sur le site du Soir, le Premier ministre espagnol s'exprime notamment sur le poids de l'Etat et le rôle de l'Europe.**

### « Des instruments suffisants »

« Nous avons pris des décisions comme le contrôle de comptes publics de Catalogne et le maintien sur place des forces de l'ordre public. Ces deux décisions montrent que l'Etat a les ressources pour assurer le respect de la loi. Mais il est évident que nous avons construit un modèle d'Etat, qui vient de la Constitution de 1978, qui sépare les responsabilités entre les différentes institutions. La Catalogne gère la Santé, l'Éducation, les services sociaux, l'ordre public. L'Etat ne peut intervenir qu'en cas de circonstances exceptionnelles comme celle que nous vivons en ce moment. Le problème est que ce modèle d'Etat se base sur un principe capital dans une démocratie, en l'occurrence la loyauté entre institutions. Et dans le cas présent, celle-ci s'est cassée. Mais cette même Constitution donne à l'Etat des instruments suffisants pour que les choses retrouvent leur cours normal. Mais celui qui est en charge de prendre des décisions doit le faire avec prudence ».

### « C'est sa bataille ! »

« L'Europe ? Je lui dirais que c'est sa bataille. C'est la bataille de l'Europe. En 2012 s'est jouée la bataille de l'Euro. Et les Européens l'ont gagnée. Maintenant, c'est la bataille des valeurs européennes et on doit aussi la gagner. (...) Ces derniers temps, on a vu comment en divers endroits sont attaquées ces valeurs européennes, qui, pour moi et je pense la majorité des Européens, sont les bonnes. Les populismes surgissent de toutes parts. On a vu ce qui s'est passé avec le Brexit, on voit aussi émerger des personnalités comme Le Pen, Farage, on voit poindre l'extrême droite allemande, et cela se passe aussi dans d'autres pays. Ici, le national populisme n'a pas émergé. Ce dernier va à l'encontre des valeurs européennes, à l'encontre de l'Etat de droit, à l'encontre de la primauté de la loi. Mais cette réalité a été gravement écorchée lors de la session du Parlement catalan des 6 et 7 septembre. C'est pour cela que je dis que c'est la bataille de l'Europe, et que l'Europe doit gagner cette bataille comme elle a gagné celle de l'Euro. Je l'encourage à continuer de défendre l'unité des nations, la conformité de la loi, les constitutions des pays ».

## ENTRETIEN

### « L'Europe ne peut pas être indifférente »

Carles Campuzano est un député catalan, membre du PDECAT, le parti démocrate européen catalan.

**Quelle est votre analyse des événements de ces derniers jours ?**

Le défi posé par les gouvernements de Madrid et de Barcelone requiert essentiellement la mise en place d'une médiation qui rassurera la situation et facilitera un processus de négociation fondé sur le principe de l'autodétermination. Divers secteurs de la société civile l'ont déclaré et il serait extrêmement positif que l'appel à la médiation soit appuyé par d'autres gouvernements européens. L'Europe ne peut pas être indifférente à ce qui se passe en Catalogne, et plus encore après l'action brutale de la police de dimanche dernier lors du référendum.

**Le gouvernement de Madrid a suggéré aux Catalans d'organiser des élections pour sortir de l'impasse...**

Les élections comme moyen de sortir du référendum du 1er octobre ne sont pas une option que nous envisageons aujourd'hui.

**Que va-t-il se passer mardi au parlement de Catalogne ?**

Tous les scénarios sont ouverts et maintenant la responsabilité du Parlement est de rendre efficace le mandat populaire issu du référendum du 1er octobre. Il faut le faire avec prudence, avec le sens des responsabilités et avec de l'intelligence.

PROPOS RECUEILLIS PAR  
PHILIPPE DE BOECK

# effet domino La crise réveille

## MADRID

DE NOTRE CORRESPONDANT

Dans les rues de Madrid, le contraste est saisissant ce samedi à la mi-journée. Devant la mairie, sur la place de Cibeles, des centaines de personnes vêtues de blanc se concentrent pour exiger un dialogue entre les autorités de Madrid et de Barcelone. L'initiative citoyenne, qui s'est répétée dans les principales villes du pays, ne fait pas le poids dans la capitale face à une autre manifestation qui se déroule à quelques centaines de mètres, sur la place de Colón. Convoquées par la Fondation pour la Défense de la Nation Espagnole (DENAES), plusieurs dizaines de milliers de personnes venues de tout le territoire protestent contre l'indépendance de la Catalogne.

## Spectre franquiste

« Puigdemont (le président du gouvernement séparatiste catalan, NDLR.) en prison ! », « La Catalogne, c'est l'Espagne » et « Viva España ! » sont les chants les plus répétés par les manifestants. « Je suis là pour la défense de l'unité de l'Espagne » explique Raul, un Madrilène de 54 ans. « On ne peut plus

tolérer que les Catalans se moquent de nos lois ! » « C'est notre pays et on va le défendre ! » assure à ses côtés Joaquin. « S'il faut que ce soit par la force, on soutiendra les policiers. » L'esplanade de la place Colón, et les rues adjacentes, sont inondées de drapeaux aux couleurs rouge et or de l'Espagne. On aperçoit aussi quelques étendards avec le joug et les flèches de la Falange Española de las JONS, le parti fasciste créé dans les années 30 et intégré au Mouvement National du dictateur Franco pendant la Guerre Civile.

« Cela n'a rien à voir avec nous et

d'ailleurs, cela ne me plaît pas » assure Santiago, un père de famille venu avec ses trois enfants. « Nous ne sommes pas fascistes, mais patriotes » assure-t-il. Il n'empêche que la fondation DENAES, qui a convoqué la concentration, a pour secrétaire général Santiago Abascal, le président de Vox, un petit parti d'extrême droite qui paraphrase Donald Trump en promettant de « rendre à l'Espagne sa grandeur. » De plus, parmi les organisations qui soutiennent la manifestation, on retrouve des associations liées au milieu ultraconservateur espagnol, comme la catholique et très influente « Hazte Oír », et des groupuscules suprémacistes comme « Hacemos Patria », qui revendique sur les réseaux sociaux « l'orgueil pur de l'histoire de la race » espagnole.

La crise en Catalogne a-t-elle entraîné un réveil du nationalisme espagnol ? « S'il ne s'exprime pas encore totalement, le nationalisme "centraliste" est sorti de l'anonymat grâce à la situation en Catalogne » analyse Joan María Thomàs, historien spécialiste de l'extrême-droite sous le franquisme : « Il se nourrit du nationalisme catalan, et inversement. La crise catalane a offert une visibilité inédite aux groupes extrémistes. »

A la veille du référendum ; lors d'une manifestation contre le séparatisme organisé à Madrid, plusieurs dizaines de participants avaient ainsi entonné le « Cara al Sol », l'hymne de la Falange, le bras en l'air, devant la mairie de la capi-

itale espagnole. En toute naturalité, bien aidés par le fait que le délit d'apologie du franquisme n'existe pas en Espagne.

## Malaise

D'autres scènes ont suscité un malaise dans le pays ces dernières semaines. Les convois de la Garde Civile en partance pour la Catalogne, où ils devaient renforcer le dispositif policier, ont abandonné leurs casernes sous les vivats de centaines de citoyens leur chantant « A por ellos ! » (« Allez leur régler leur compte ». « Il y a une exaspération d'une partie de la population espagnole à l'égard de la Catalogne qui se canalise à travers ce nationalisme », explique Joan María Thomàs. Pour l'historien, « cela reste une expression minoritaire » : « Pour des raisons historiques, le nationalisme espagnol suscite encore de nombreuses réticences, au contraire des nationalismes catalan et basque, qui s'affichent avec fierté. »

Au niveau électoral, l'Espagne est un des rares pays européens où l'extrême-droite est inexistant. « Le Parti Populaire [de Mariano Rajoy, le Premier ministre, NDLR.] a quasiment le monopole du vote nationaliste et les groupes extrémistes n'arrivent pas à lui disputer » assure Joan María Thomàs. Pourtant, les ultras ne sont pas tendres avec les conservateurs, à qui ils reprochent de trop tergiverser face aux séparatistes catalans. Le PP cultive de son côté une certaine ambiguïté : s'il n'a pas officiellement soutenu la manifestation organisée par la fondation DENAES à Madrid, plusieurs de ses responsables y ont participé à titre personnel. Une façon, en quelque sorte, de garder la main sur un mouvement revenu sur le devant de la scène grâce aux tensions territoriales espagnoles. ■

G. Bx.